

Des centaines de fonctionnaires occidentaux fustigent leurs gouvernements

Partage international n° [427](#) - Mars 2024

par Jake Johnson

Le 2 février 2024, plus de 800 fonctionnaires aux États-Unis et en Europe ont publié une lettre ouverte pour critiquer les dirigeants de leurs pays qui fournissent une aide diplomatique et militaire inconditionnelle à Israël alors que ce dernier ravage Gaza.

Les fonctionnaires, qui ont signé la lettre anonymement par peur des représailles, affirment que leurs tentatives de faire entendre ces préoccupations en interne ont été « écrasées par des considérations idéologiques et politiques ».

« Nous avons l'obligation de faire tout ce que nous pouvons pour ne pas devenir les complices de l'une des pires catastrophes humaines de ce siècle, déclarent-ils. Nous avons l'obligation de mettre en garde les peuples de nos pays, que nous servons, et d'agir en concertation avec nos collègues à l'étranger. Israël n'a montré aucune limite à Gaza, avec des dizaines de milliers de morts de civils évitables. Il y a un risque que la politique de nos gouvernements contribue à de graves violations du droit humanitaire international, des crimes de guerre et même à un nettoyage ethnique ou à un génocide. »

Cette lettre a été coordonnée par des fonctionnaires gouvernementaux des Pays-Bas, des États-Unis, dans des institutions de l'UE et a été approuvée par des fonctionnaires de dix pays dont la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Josh Paul, ancien membre du Département d'État américain¹, qui a démissionné en octobre devant la décision de l'administration Biden de continuer à armer Israël alors qu'il pilonne Gaza, juge que cette lettre est « une déclaration remarquable de la part de centaines de personnes ayant consacré leurs vies à construire un monde meilleur ».

« Le soutien unilatéral aux atrocités d'Israël à Gaza, et l'aveuglement devant l'humanité des Palestiniens,

sont à la fois une faute morale, et, une faute politique pour les dégâts occasionnés aux intérêts occidentaux de par le monde, a-t-il déclaré au Huffpost. A une époque où nos politiciens semblent les avoir oubliées, [...] cette lettre est un rappel plus que nécessaire du noyau de valeurs au centre des relations transatlantiques et une preuve qu'elles perdurent. »

J. Paul a indiqué au *New York Times* qu'il connaissait les organisateurs de la lettre. Ce document témoigne de la montée d'un mécontentement au sein des gouvernements occidentaux à propos de leur soutien à la guerre israélienne à Gaza, alors que la famine et les maladies se propagent à travers l'enclave. Les experts des Nations unies ont averti, plus tôt cette semaine, que les Gazaouis « endurent des conditions humanitaires apocalyptiques, la destruction, les massacres, les blessures, et des traumatismes irréparables ».

Barber van der Woude, ancienne diplomate néerlandaise qui a démissionné en 2022 face au soutien de son gouvernement à l'oppression des Palestiniens par Israël, s'est exprimée pour soutenir la nouvelle lettre des fonctionnaires européens et américains. Des associations de défense des droits de l'homme ont accusé le gouvernement néerlandais de complicité dans les crimes de guerre d'Israël, à causes des exportations de matériel militaire.

« Être fonctionnaire n'absout pas de la responsabilité de continuer à penser, a déclaré B. van der Woude au *Times*. Quand le système produit des décisions ou des actions perverses, nous avons la responsabilité de l'arrêter. Il ne s'agit pas simplement de la fermer et de faire ce qu'on nous dit, nous sommes aussi payés pour penser. »

Les fonctionnaires anonymes imploront leurs gouvernements d'arrêter de raconter au public qu'il y a « une rationalité stratégique défendable derrière l'opération israélienne et que la soutenir est dans l'intérêt de nos pays ».

Israël clame que l'offensive vise le Hamas, cependant un observateur des droits humains estime que plus de 90 % des tués par les forces israéliennes sont des civils. Le *Wall Street Journal* a rapporté que les fonctionnaires américains et israéliens croient que plus de 80 % des tunnels du Hamas sont toujours

intacts après près de quatre mois de bombardements incessants, qui ont tué plus de 27 000 Gazaouis.

Pour arrêter le carnage, les fonctionnaires demandent à leurs gouvernements « *d'utiliser tous les leviers possibles - y compris la fin de l'aide militaire - pour sécuriser un cessez-le-feu durable, l'accès humanitaire complet à Gaza et une libération de tous les otages* ». Ils pressent les dirigeants du monde de « *développer une stratégie pour une paix*

durable ».

Date des faits : 2 février 2024 **Auteur** : Jake Johnson, journaliste à Common Dreams.

Sources : commonsdreams.org

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Divers